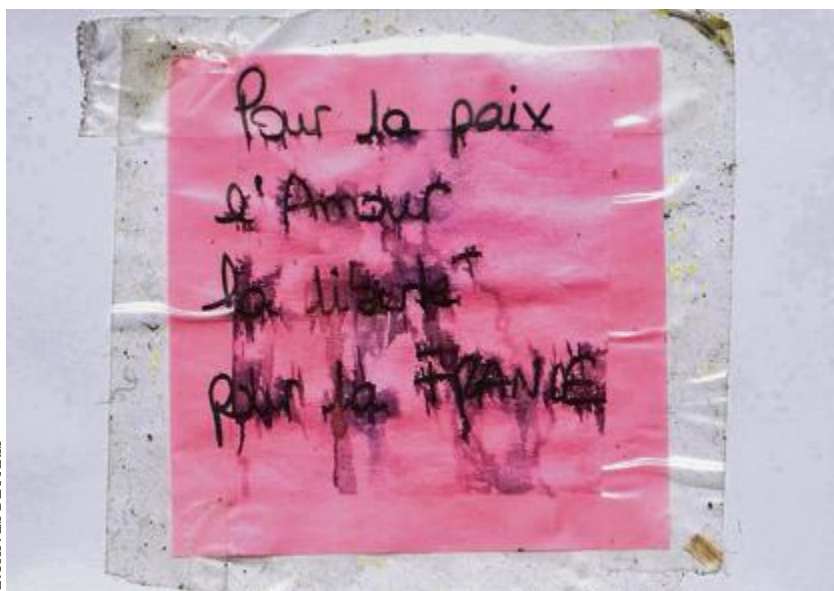




SARAH GENSBURGER, VILLE DE PARIS



ARCHIVES DE PARIS



de la République et près du Bataclan, fin novembre 2015, à Paris.

# «Ce ne sont pas les attentats qui font varier l'opinion, mais la façon dont on en parle»

**Le sociologue Vincent Tiberj a mis au point un indice qui montre que la société devient plus tolérante à la diversité au fil des années, avec des variations qui dépendent des discours médiatiques et politiques.**

Selon le sociologue Vincent Tiberj, délégué de recherches à Sciences-Po Bordeaux, c'est moins l'ampleur des attentats du 13 Novembre que le discours politique et médiatique développé autour de l'événement qui a eu un impact structurant sur la société française. À l'époque, les attaques terroristes, alors suivies d'appels à l'unité nationale, avaient entraîné une hausse de la tolérance à l'égard des origines et des religions diverses. En sera-t-il de même après les attentats de Conflans ou de Nice, et dans un climat politique nettement plus fracturé? Le chercheur a mis au point un indice pour mesurer la tolérance des Français face à la diversité, à partir du baromètre annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui interroge les citoyens sur leur positionnement par rapport à des affirmations racistes ou xénophobes. Sur le temps long, ses travaux révèlent une montée tendancielle de la tolérance dans l'ensemble de la société, malgré des épisodes de crise.

**Vous avez mis au point un indice pour calculer la tolérance à l'égard de la diversité. Comment risque-t-elle d'être affectée par les derniers attentats?**

Je suis un peu inquiet pour la tolérance en ce moment, car ce ne sont pas les attentats qui créent de la variation d'opinion, mais la manière dont on en parle. Or le cadrage politico-médiatique actuel ne favorise pas, à mon sens, une plus grande tolérance à l'égard de la diversité. À l'inverse d'autres pays comme les États-Unis, où l'attentat de 2001 a entraîné une montée de l'islamophobie, en France, la

réponse aux attentats de 2015 a plutôt été une montée de la tolérance à l'égard des musulmans. Cela provient en partie de la volonté des pouvoirs publics de l'époque, ainsi que des associations, d'éviter l'amalgame entre islamistes et musulmans. À l'inverse, lors des émeutes en banlieues en 2005 suite à la mort de Zyeb et de Bouna, on a pu observer un cadrage médiatico-politique extrêmement stigmatisant : on parlait beaucoup plus d'«islam» et de «musulmans» que de «pauvreté» ou de «chômage». En conséquence, l'intolérance a grimpé en flèche dès la vague suivante du baromètre de la CNCDH.

**Quelles sont les particularités du discours politique actuel?**

Un ministre de l'Intérieur qui pointe du doigt les rayons halal dans les supermarchés, c'est typiquement le genre de discours qui, dans notre contexte actuel, aboutit à un amalgame que les pouvoirs publics avaient souhaité éviter en 2015. Cela revient à cibler le citoyen

musulman qui vit à côté de chez vous et qui suit les règles du vivre ensemble républicain. En 2015, il y avait une volonté forte de dissocier les jihadistes et les musulmans. Le discours actuel agit de proche en proche : il y aurait les jihadistes, puis l'environnement des jihadistes, puis des associations (comme le CCIF que Gérald Darmanin a souhaité faire dissoudre) qui auraient une



INTERVIEW

vision conservatrice de l'islam et viendraient aider les jihadistes, puis le cercle suivant : le consommateur musulman qui fait des courses halal dans un supermarché. Dans son discours sur le séparatisme, aux Mureaux le 2 octobre, Emmanuel Macron marchait déjà sur une ligne de crête, mais il essayait de maintenir une nuance en disant que la société française avait aussi une responsabilité en entretenant les ghettos. Il faut tout de même se souvenir que l'élection du Président s'est jouée contre le FN, avec des électeurs plutôt de gauche culturellement et un certain nombre de populations issues de l'immigration. En 2017, le candidat Macron avait des positions fortes et informées sur la colonisation. C'est ce genre de discours **Suite page 20**

**Suite de la page 19** qu'il faut faire exister, face à ceux qu'on retrouve à la droite – Christian Estrosi qui parle de «loi de guerre» –, et qui dominant aujourd'hui.

**Vos travaux montrent pourtant que la société devient de plus en plus tolérante au fil des ans. Comment l'expliquez-vous ?**

Nous avons mis au point un indice fondé sur 65 séries de questions, posées depuis 1990. On demande : «Est-ce qu'il est grave de refuser d'embaucher quelqu'un parce qu'il est noir?» ; «Est-ce qu'il est grave de ne pas louer un appartement à quelqu'un parce qu'il est maghrébin?» ; «Les Français juifs sont-ils des Français comme les autres?» Sur le temps long, on observe une montée de la tolérance à l'égard de la diversité. Il y a d'un côté le contexte, et de l'autre des facteurs structurels : le renouvellement générationnel, le niveau de diplômes et le positionnement politique. Plus un groupe est né récemment, plus son indice de tolérance sera élevé. Même à diplôme égal, les gens nés dans les années 70 sont plus tolérants que ceux nés dans les années 50, mais moins que ceux nés dans les années 90. On pose ainsi une question sur le racisme biologique : 12% des baby-boomers [les cohortes nées dans les années 40 et 50, qui ont aujourd'hui plus de 60 ans ou plus de 70 ans, ndr] pensent encore qu'il y a des races supérieures aux autres ! Ce genre de réponses nous rappelle que l'on vient d'une société où le racisme faisait partie du sens commun, et montre que les sociétés évoluent sur ces questions. Dans cette progression tendancielle, il y a des hauts et des bas, qui dépendent du contexte – et donc du cadrage des événements. La coupe du monde 1998, pendant laquelle on vantait une France «black-blanc-beur», a entraîné une montée de la tolérance, quand la crise des banlieues de 2005 l'a faite baisser.

**Concrètement, comment se manifeste le fait qu'une société est «plus tolérante» ?**

Cela signifie que ses citoyens acceptent davantage la banalisation d'un certain nombre de pratiques culturelles. La présence de rayons halal dans les supermarchés, c'est le signe d'une société qui intègre mieux des gens qui ont des cuisines différentes. C'est aussi un changement dans la manière de nouer le combat autour de l'identité. Il est aujourd'hui plus courant de faire valoir que supporter une identité particulière, ce n'est pas refuser une identité d'ensemble : les amateurs de foot qui encouragent l'Algérie dans un match France-Algérie sont les mêmes que ceux qui acclament l'équipe de France à la Coupe du monde



Devant le Bataclan le 10 décembre 2015. PHOTO PATRICE CLAVIER. ARCHIVES DE PARIS

2018 ! Ces identités sont corrélées positivement : un Franco-Algérien se ressent français et algérien. Mais face à cela subsiste une logique de suspicion qui aboutit à des discours affirmant qu'on ne peut être un bon Français si on ne rejette pas ses racines algériennes. On ne tenait pourtant pas des discours aussi virulents lorsque les Français d'origine portugaise célébraient la victoire du Portugal contre la France lors de l'Euro 2016.

**Mais on ne peut pas négliger certains indicateurs : 783 signalements pour atteinte à la laïcité au collège sur l'année 2018-2019, par exemple.**

Dans la génération née depuis les 80-90, il y a de plus en plus d'athées. Si l'on pose des questions aux jeunes issus de cette cohorte, ce sont les jeunes musulmans qui se disent le plus structurés par la religion. En cela, ils se distinguent de leurs camarades – mais de la même manière que le footballeur Olivier Giroud assume être structuré par sa foi chrétienne. Il faut rappeler que les musulmans interrogés

sont entre 78% et 85% à considérer que la laïcité évoque quelque chose de très ou d'assez positif. Je plaide pour une sociologie à charge et à décharge. Un livre comme *la Tentation radicale* d'Olivier Galland et Anne Muxel (PUF, 2018) stigmatise tout musulman qui se dirait structuré par la religion en se concentrant sur la part marginale de lycéens qui n'ont pas fermement condamné les terroristes après 2015 plutôt que d'insister sur la très grande majorité de ceux qui les condamnent. Il faut donc toujours remettre en contexte et en perspective.

**Quel impact peut avoir, selon vous, la dénonciation d'un «islamo-gauchisme» qui structurerait une partie de la gauche et des universitaires, selon certains médias et hommes politiques ?**

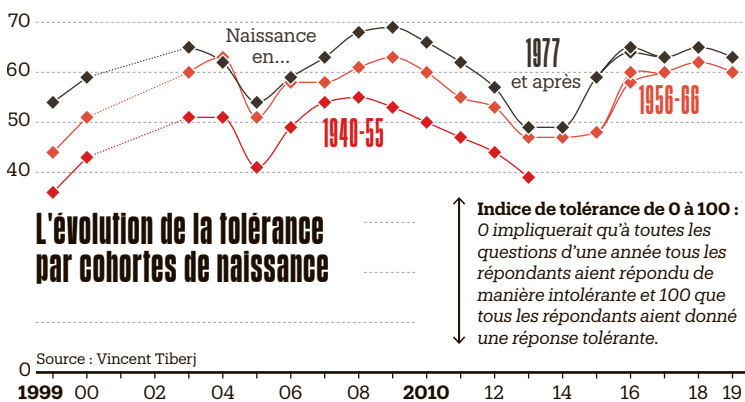
Du côté des populations concernées, je pense que c'est une tempête dans un verre d'eau. En revanche, le débat et la lutte pour le cadrage médiatique qui vont avec est beaucoup plus troublant. C'est un retour aux déclarations de

Manuel Valls, pour qui la sociologie excuse plus qu'elle n'explique. Un jour, il faudrait peut-être prendre au sérieux les travaux universitaires qui sont réalisés ! Plutôt que de commenter depuis un ministère ou un plateau télévisé les problèmes de l'islam, regardez les travaux solides comme l'enquête «Trajectoires et Origines» (TeO), menée par l'Ined et l'Insee, qui montre que l'intégration se passe bien dans la plupart des cas. Que des responsables politiques de premier plan considèrent que ce qui est trouvé dans les universités est nul et non avenu, voire que cette recherche est dangereuse, je trouve cela très préoccupant.

**Quels conseils donneriez-vous à un professeur pour aborder la question de la laïcité ?**

J'admire les profs d'histoire-géo et de SES qui doivent traiter ces questions, et je pense qu'il faudrait leur faire confiance, plutôt que leur donner des leçons depuis le confort d'un ministère. Je pense que l'enjeu, dans les écoles, est de rendre visible la diversité dont on parle. Il y a une tendance en France à vouloir fermer les yeux sur cette question en prétendant que nous sommes tous égaux alors que ces enfants et leurs proches subissent régulièrement des dénis de République. De la même manière, le ministre de l'Education nationale voudrait continuer à enseigner le roman national aux enfants, alors que l'histoire universitaire est une histoire globale. Dans d'autres systèmes, les enfants apprennent que les gens sont différents et ont des opinions différentes, parce qu'ils en parlent à l'école. Est-ce que, à vouloir gommer la diversité à tout prix, on n'entrave pas notre capacité de vivre ensemble en acceptant nos différences ?

Recueilli par **NICOLAS CELNIK**



## QUEL NIVEAU DE TOLÉRANCE ?

L'indice de tolérance à la diversité est fondé sur 65 séries de questions du baromètre annuel de la Commission nationale consultative pour les droits de l'homme (CNCDH). Les réponses aux questions comme : «Est-ce normal de ne pas louer un appartement à quelqu'un parce qu'il est maghrébin ?» ou encore «Les juifs sont-ils des Français comme les autres ?» montrent une progression de la tolérance au fil des ans pour l'ensemble de la société, dont le point de départ est déterminé en partie par l'âge de naissance des enquêtés. Les autres facteurs déterminants sont le niveau de diplômes et les affinités politiques.